PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE

ABONNEMENTS — France : 1 an, 20 Fr. — 6 mois, 10 Fr.
Etranger : 1 an, 30 Fr. — 6 mois, 15 Fr.
Compte Chèque Postal : Depaifre 1891.14 Paris
Bi-mensuel paraissant le 2^e et le dernier vendredi du mois

Adresse provisoire :
JEANNE BRISACK
11, rue du Moulin-Joly
PARIS (11)

12.000 grévistes en quinze jours

Sous le signe de la Défense Nationale

Laval-la-Guerre Herriot-la-Guerre !

La proposition de dépècement de l'Abysinie mise en avant par l'Angleterre et la France, puis retirée avec confusion quelques jours plus tard, marque les difficultés dans lesquelles les capitalistes élaborent leurs plans de crise et de guerre. Derrière le plan, il y avait tout prêt un projet de financement par les banquiers de Paris et de Londres pour la mise en valeur de l'Éthiopie et le relèvement de l'Italie. Aussi, les financiers sauvaient Mussolini et ouvraient un champ pour le placement de leurs capitaux.

D'autres intérêts contradictoires ont tenu en échec ce digne épilogue de la croisade impérialiste anglaise pour la paix et la défense des petites nations. Ces intérêts puissants ont paralysé la « solution » à court terme de la Cité. En France, ce courant vise à éliminer Laval, l'agent du fascisme italien, du quai d'Orsay.

Et le Front Populaire se mobilise pour une orientation nouvelle de la politique extérieure française. Ce que la lutte contre les décrets-lois ou la lutte contre les ligues n'a pas donné (une majorité parlementaire de « gauche » unie), la querelle sur la politique extérieure le donnera peut-être.

Ce n'est pas seulement en France que les questions de politique extérieure agissent si fortement sur la politique intérieure. Elle a pesé sur l'évolution de la Pologne des colonels et sur le coup d'état qui a abouti à la restauration monarchiste en Grèce. Elle a pesé sur l'élection du Président de la République Tchécoslovaque Benés, agent du capital français, pour lequel les communistes ont voté. Elle pèse sur la crise ministérielle espagnole, sur laquelle joue la diplomatie britannique et l'amirauté qui a jeté l'ancre à Gibraltar. C'est le signe de la proximité de la guerre.

La politique de paix, de maintien du système de Versailles, de resserrement des liens avec l'Angleterre, de renforcement de l'entreprise franco-britannique de la Société des Nations, la politique de la sécurité est celle avec laquelle la bourgeoisie française aborde la prochaine conflagration.

Qui mène cette politique ? Les hommes de l'aile gauche de la bourgeoisie. Ce sont les Steeg de la guerre du Maroc, les Pierre Cot dénoncé jadis pour le renforcement chauviniste de l'aviation, Daladier, connu pour ses tractations avec Hitler quand il était au pouvoir. Ces hommes étaient démasqués autrefois par l'Humanité comme les agents de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Ont-ils cessé par miracle de représenter les intérêts de classes impérialistes voraces ? Leur politique a-t-elle cessé de couvrir, elle aussi, des projets financiers d'asservissement des travailleurs, d'exploitation et de contre-révolution ?

En tout cas, au service de cette politique, la révolte des travailleurs contre la préparation de la guerre impérialiste est apaisée. Non seulement la loi de deux ans est passée comme une lettre à la poste, mais de nouveaux projets de réorganisation de l'armée sont sur le chantier, de nouvelles dépenses militaires sont engagées. L'Humanité, qui a oublié les campagnes contre les gueules de vache, cultive le respect des officiers républicains. Les campagnes contre la défense passive sont oubliées et, insidieusement, on prépare le terrain à de nouvelles mobilisations civiles (mais populaires). L'intégration du sport ouvrier dans le C. N. S. bourgeois légalise par avance la préparation militaire.

Cependant que le prolétariat est ainsi livré à la préparation de la guerre impérialiste, le capital manœuvre. La direction de l'Internationale Communiste peut bien sacrifier tout à la proximité de la guerre hitléro-soviétique. Dans cette éventualité comme dans une autre, le capital ne cesse de manœuvrer au mieux de ses intérêts.

Ce numéro de « LA VÉRITÉ » comporte exceptionnellement deux articles d'une importance considérable sur la situation en U. R. S. S.

Nous avons donc été obligés de restreindre les articles sur la situation internationale et sur la lutte pour le parti révolutionnaire. Cette dernière question sera traitée à fond dans le prochain numéro.

Achetez tous le prochain numéro de « LA VÉRITÉ ».

SITUATION DES TRAVAILLEURS EN U. R. S. S.

Qu'est-ce que le mouvement Stakhanov ?

Le caractère malsain des records et les possibilités de croissance de la productivité moyenne

Sa signification réelle et les déviations bureaucratiques

Dans la nuit du 1^{er} septembre, Alexis Stakhanov, mineur du Donbass, jeune ouvrier de 29 ans, d'origine paysanne, a extrait pendant une journée de six heures, au marteau-pic pneumatique, 102 tonnes de charbon, la production moyenne étant de 6 à 7 tonnes. (La plus forte moyenne de production en Europe (Pologne ; Ruhr) est de 10 à 11 tonnes, et le maximum, de 16 à 17 tonnes.) De ce jour, le « mouvement Stakhanov » a pris naissance.

Peu après, les journaux soviétiques furent remplis de communications sur d'autres records. Le forgeron Boussyguine (à Gorki) forge 112 à 127 vilebrequins en une heure (les forgerons des usines Ford en font 100 à l'heure). Au polissage de roues, la norme étant de six paires à la journée, un ouvrier stakhanovien a fourni 12 paires, record vite battu : d'abord par 15, ensuite 17 et 18 paires. Dans l'Oural, dans les mines de cuivre, l'abatteur Ivan-tchikov a produit pendant une journée 970 pour cent de la norme, c'est-à-dire dix fois la productivité moyenne. Il a gagné pendant cette journée 320 roubles, c'est-à-dire une somme qui représente presque le double du salaire mensuel moyen d'un ouvrier soviétique.

Deux ouvrières du textile, du nom de Vinogradov, ont passé de la conduite de 70 métiers à celle de 144 ! Dans le bassin métallurgique de Krivorog, un ouvrier stakhanovien a réussi à dépasser la norme, d'abord de 2300 pour cent, ensuite de 2500 pour cent ! Le record de Stakhanov lui-même fut très vite battu : le mineur Gorbatiuk a produit pendant sa journée 405 tonnes de charbon, et quelques jours plus tard, le piqueur Borisov a donné 800 tonnes, dépassant tous les records et atteignant 4600 pour cent de la norme !

Le compromis Laval-Hoare est la meilleure preuve que les intérêts généraux du capitalisme opèrent, le moment venu, des coups de théâtre et des renversements d'alliance imprévus pour le spectateur qui a perdu la boussole de « classe ». Le conflit Laval-Herriot est superficiel. Le conflit Banque de Paris-Proletariat est essentiel et vital. Derrière Herriot, Cot et Daladier, agit le capitalisme français. C'est la guerre qu'il prépare. Sur ces préparatifs, le Front Populaire se tait — ou pire encore — il se fait l'instrument de duperie pour entraîner les prolétaires.

Cependant, le prolétariat garde encore le souvenir des seules luttes contre la guerre qui aient été efficaces, l'activité révolutionnaire des ouvriers contre leur bourgeoisie militariste qui tient le drapeau dans les deux internationales dont les chefs s'associent maintenant étroitement aux dirigeants des démocraties bourgeoises ? Nous, nous ne laisserons pas le champ libre à la guerre impérialiste.

COMMENT LES RECORDS SONT-ILS ATTEINTS ?

Tâchons d'examiner s'ils sont réels, quels sont les causes des résultats obtenus et par quels moyens ils ont été atteints.

Tout d'abord, une constatation générale. Ces dernières années : l'industrie soviétique s'est énormément développée et s'est enrichie d'une nouvelle technique avancée. Mais jusqu'ici, la croissance de l'industrie soviétique s'est exprimée surtout par des indices quantitatifs, par l'augmentation de la quantité de la production.

Le nombre d'usines, souvent les plus modernes, et celui des machines les plus perfectionnées, a continuellement cru, mais la production par machine n'a presque pas augmenté jusqu'à l'année passée. Autrement dit, la technique existante a fonctionné sur un niveau extrêmement bas et n'a qu'une petite partie de ce que cette même technique donne en Amérique ou en Allemagne.

C'est précisément ce bas niveau de l'utilisation d'une technique avancée qui a créé la possibilité même d'une croissance aussi vertigineuse de la productivité.

Si un moteur calculé à 1.000 tours par minute, ne donne que 100 tours, il n'est relativement pas difficile, dans des conditions normales, de l'amener jusqu'à 1.000 tours, mais il est très difficile (et souvent dangereux) de l'amener, disons, jusqu'à 1.050 tours. Les moteurs de l'industrie soviétique ont tourné à toute petite vitesse. Cette différence de niveau entre les possibilités de la technique avancée et de son utilisation extrêmement faible a été dans la sphère de la production la condition préalable du mouvement Stakhanov.

Examinons plus en détail le travail de Stakhanov lui-même. Les piqueurs, comme le dit Stakhanov, ne travaillaient pas plus de dix et demi ou de trois heures maximum avec le marteau-pic pneumatique, le reste du temps ils faisaient un travail de soutien (boisage), c'est-à-dire qu'ils exécutaient un travail auxiliaire, et le marteau-pic n'était pas utilisé. Pour deux heures, c'est-à-dire 12 heures, le marteau-pic ne travaillait que 5 à 6 heures. Maintenant, le marteau-pic de Stakhanov travaille 6 heures entières (au lieu de 2 et demi), et le travail de soutien est exécuté par d'autres ouvriers.

Autrement dit, on introduit une division élémentaire du travail, ce qui a, d'un seul coup, augmenté de beaucoup la productivité. Une série d'autres améliorations sont introduites dans le processus de production ; la qualification augmente. Mais l'adjonction des ouvriers auxiliaires oblige à introduire immédiatement des corrections importantes aux records, fait reconnu par Ordjonikidzé, dirigeant de l'industrie lourde, au congrès des stakhanoviens, qui s'est récemment tenu à Moscou.

(Suite Page 2)

A MARSEILLE, ROUEN DANS LE NORD ET LA LOIRE les grévistes font reculer le capitalisme par l'action directe

La politique de déflation poursuivie par le patronat produit ses effets. Les décrets-lois spoliateurs ont provoqué les magnifiques sursauts de Brest et Toulon. Les organisations syndicales, soumises à la pression de la politique de « réconciliation française » préconisée par le Parti dit Communiste du Front Populaire, ont réussi à étouffer le grand mécontentement des travailleurs spoliés par les décrets-lois.

Le patronat continue pour l'instant la déflation. Les travailleurs de l'industrie résistent localement, luttent contre les diminutions de salaires et pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

A Levallois, 900 métallos sont en grève depuis le 5 décembre. La direction des usines Fiat a eu recours au lock-out. Les 900 métallos tiennent le coup et ne veulent pas se laisser imposer le contrat de travail de la direction de la S. I. M. C. A.

Après sept jours de grève, dans un clan magnifique de combat, 5.000 dockers de Marseille et de Rouen ont fait reculer leur patronat qui voulait imposer une diminution de salaire de 2 francs par jour. La solidarité ouvrière a été effective. Les dockers n'ont pas accepté la baisse de leurs salaires approuvée par les dirigeants confédérés locaux, qui participent à la commission pour l'établissement de l'indice du coût de la vie.

La politique de collaboration dite de « présence » a subi un démenti cinglant. Les travailleurs ont répondu par la lutte et ont constitué leur bloc de classe contre l'exploiteur.

Pendant ce temps, le congrès de fusion des Ports et Docks se contentait d'adresser un message de solidarité et de sympathie aux grévistes.

Et B. Frachon, dans l'Humanité du 18 décembre, trouve que les dockers ont justifié le mot d'ordre du Parti Communiste : « Faire payer les riches », et donne ainsi à ce mot d'ordre un caractère défensif, car les dockers ont simplement empêché que les riches fassent payer un plus les pauvres...

« Faire payer les riches » doit vouloir dire : abolition des privilèges de la bourgeoisie exploiteuse : expropriation !

La lutte des dockers, de tous les travailleurs en grève contre la diminution de salaire, sont des démonstrations dans les faits que seule par l'action de classe les exploités remportent des victoires.

« Faire payer les riches » cela veut dire passer de la défensive à l'offensive de classe par l'action directe ; cela veut dire intensification de la lutte des classes, perspective d'élargissement des grèves, de leur unification, pour préparer l'utilisation de la grève générale comme résultante de toute une politique d'ensemble.

Cela veut dire que la tactique gréviste des dirigeants stalinistes qui consiste à localiser les conflits, à leur donner le seul caractère corporatif, s'avère complètement fautive dans la situation actuelle.

L'exemple des métallos de la Loire suffit à le démontrer. C'est ainsi que le 10 décembre on a pu lire en cinquième page de l'Humanité un entrefilet de quelques lignes intitulé « La bataille des Métallos de la Loire ». Car, 230 métallos de l'usine Beausoleil à l'Orme sont en grève depuis

plus d'un mois ; 700 métallos des usines de l'Assailly-Lorette depuis près d'un mois. Pourquoi ? Pour exiger l'application des avantages acquis par le combat des 3.000 métallos de Saint-Chamond.

Ce qui montre à l'évidence que la lutte acharnée des métallos de Saint-Chamond devait être élargie aux usines satellites du même patronat : le Comité des Forges.

Par cette localisation du conflit à Saint-Chamond, les mouvements partiels de l'Orme et Lorette entraînent et les 1.000 métallos en grève trouvent maintenant un patronat qui ne veut plus céder.

Dans le textile, près de 1.000 grévistes, à Lannoy, Saint-Etienne, Armentières, Les « textiles » démontrent une volonté de lutte exemplaire.

Partout, des petites grèves se développent.

Tous ces faits démontrent le mensonge et la trahison que contient cette formule de la « réconciliation française » chère au Parti Communiste ; ils démontrent aussi le véritable caractère du bloc des dirigeants du Front Populaire qui est l'expression de la collaboration des classes.

C'est ainsi que B. Frachon trouve, dans l'Humanité du 13 décembre, qu'à Levallois, la lutte des 900 métallos de chez Fiat est un succès du Front Populaire. Tout simplement parce que quelques parlementaires tentent de s'y redorer leur blason de capitulards ! Et, pourtant, toutes les luttes grévistes sont un démenti de la politique de trahison des parlementaires du Front Populaire.

Mais les ouvriers ne se laisseront pas entraîner dans la voie de la collaboration des classes. Bien que toute la presse « ouvrière » concentre sa propagande autour d'un Parlement pourri, les travailleurs exploités ont recours à leur arme de classe : la grève.

Et dans toute cette période, il est remarquable de constater que le Parti Communiste, en tant que soi-disant parti révolutionnaire du prolétariat, ne donne aucune directive pour les luttes grévistes. La direction stalinienne « oublie » même de montrer la valeur des luttes des métallos dans les usines de guerre. Saint-Chamond, Agen, Lioré-Ollivier sont les boîtes où l'ont préparé la guerre. Le Parti Communiste se tait. Il est démasqué dans sa trahison des intérêts du prolétariat exploité, dans sa politique social-patriote...

Quant aux dirigeants réformistes, socialistes et confédérés, ils ne changent pas leur politique, qui est celle des dirigeants confédérés des dockers de Marseille, qui signent la diminution des salaires sous le prétexte de l'honnêteté de l'établissement des indices du coût de la vie.

Une seule solution pratique de l'action gréviste : pas de collaboration, dénonciation des trahisons des directions traditionnelles de la classe ouvrière, construction d'un nouveau parti révolutionnaire, regroupement des syndiqués révolutionnaires, lutte farouche contre l'Union Sacrée et pour le renversement violent du pouvoir bourgeois.

En avant pour « Révolution »

Comme le savent tous nos lecteurs, les Bochéviks-Léninistes et l'Entente des Jeunes Socialistes Révolutionnaires de la Seine publient maintenant ensemble l'hebdomadaire REVOLUTION.

Le Comité de Rédaction qui a été désigné pour assurer la parution du journal est appuyé sur la plate-forme du marxisme-léninisme. Telle est la voie honnête du regroupement révolutionnaire.

Tous les lecteurs de LA VÉRITÉ doivent devenir les lecteurs, les soutiens et les propagandistes de REVOLUTION. Ils doivent s'abonner au journal (6 mois : 6 fr., un an : 12 fr.), le répandre et y écrire. Dans ses

quatre derniers numéros, REVOLUTION s'est affirmé dans l'enthousiasme comme le seul journal révolutionnaire qui défende DANS LA MASSE les idées de Marx et de Lénine. Sa rédaction s'est considérablement améliorée, et elle s'améliorera encore...

Le travail pour REVOLUTION ne doit pas nous faire oublier LA VÉRITÉ. LA VÉRITÉ ne paraît que deux fois par mois, mais elle apporte des études plus complètes, plus approfondies, une documentation internationale plus étendue. Il faut continuer à lui faire des abonnés. Il faut songer, en cette fin d'année, à se réabonner.

Pour 1936, en avant pour REVOLUTION et LA VÉRITÉ !

Samedi 4 Janvier 1936, à 21 heures

GRANDE FÊTE

des

Amis de « La Vérité » Concert - Bal de Nuit

Attractions, Cotillon, Buffet et le Jazz « Pif-Paf-Pouf », sous la direction du Maître DIAVOLO Sketch, chœurs parlés, accordéoniste virtuose, chansonnier comique

A LA SALLE ALBOUY

37, rue Albouy - Métro Lancry

Retenez vos places. Prix d'entrée : 5 francs, chômeurs 2 fr., donnant droit à dix billets qui participent à une grande Tombola, tirée le soir de la Fête.

A tous les amis de « LA VÉRITÉ » d'assurer le succès de cette soirée. Procurez-vous des billets auprès des membres du G. B. L.

Qu'est-ce que le mouvement Stakhanov ?

(Suite de la Page 1)

« On pense parfois qu'un seul homme (Stakhanov N. M.) a produit 102 tonnes. Ce n'est pas vrai. Ces 102 tonnes ont été produites par toute une brigade. » Ainsi, si l'on divise la production effective par le nombre d'ouvriers composant la brigade, on a non le chiffre de 100 tonnes ou plus par ouvrier, mais celui de 30 à 35 au plus, ce qui, par rapport à la productivité maximale passée (14 tonnes), représente une augmentation de la productivité considérable, certes, mais bien plus modeste : de 2 à 2 et demi, et non de 15 ou de 20.

IRREGULARITE DES RESULTATS

Il faut chercher une autre cause essentielle des records dans ce que nous n'avons pas à faire à une journée moyenne, située dans les conditions ordinaires de la production, mais à une préparation toute spéciale, souvent durant un temps assez prolongé, et que le recordman travaille dans un état de tension extrême dans lequel il ne saurait bien entendu tenir un temps tant soit peu prolongé. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que dans les brigades Stakhanov, on a créé une fonction spéciale, celle d'un ouvrier qui « remplace les hommes fatigués », fonction qui, par essence, suppose une surtension toute particulière de la force de travail.

Tout cela, Boussyguine peut se le permettre obtenu dans des conditions toutes particulières et artificielles, et dans un état de tension extrême. C'est pourquoi les records ne sont non seulement pas stables, mais ne sont pas non plus indicatifs comme perspective d'une élévation de la productivité moyenne.

Dans la plupart des cas, les records mêmes portent un caractère unique. Ce n'est pas sans raison qu'au congrès des stakhanoviens (du 14 au 17 novembre 1935), en présentant l'un d'eux, Sorok, comme un phénomène hors série — Ordjonikidze remarqua : « Ce camarade a donné des records non pendant deux jours, mais pendant trois mois. »

Ce qu'un stakhanovien a réussi à produire hier, il n'arrive pas à le produire le lendemain. Le désordre de l'industrie, les proportions de toute sorte dans chaque usine, entre les diverses branches de l'industrie, etc., en sont les causes essentielles. La brigade stakhanovienne Soukhoronkov produit pendant une journée 150 wagons de charbons, 80 le lendemain, et ainsi de suite, suivant une courbe fiévreuse (Troud, 23-10-35). La brigade du stakhanovien Youkov donne de 80 à 90 tonnes de charbon pendant une journée, le jour suivant, 8 seulement (moins d'un dixième !), le lendemain, 92 tonnes, et le surlendemain, la production retombe à 20 tonnes (Troud, 24-10-35).

Les causes en sont les heures creuses : le moteur est en panne, la chaîne fonctionne mal, etc. Aussi peut-être le surmenage du stakhanovien la veille. A l'usine de construction de locomotives « Lénine », les succès des stakhanoviens n'ont pas été durables. Justement, quelques jours après, la productivité des tourneurs est tombée brusquement. Maintenant, il y a des jours où ils ne produisent même pas la « norme » (Troud, 1-XI). Une enquête faite parmi 20 mineurs retardataires établit qu'un seul d'entre eux peut être classé dans la catégorie des « fainéants », tandis que le retard des autres est occasionné par la mauvaise organisation de la production et d'autres causes techniques. Le Troud du 2-11 publie des extraits intéressants du « journal d'un mineur stakhanovien ». De ces notes, il ressort que sur 15 jours, l'auteur du journal n'a travaillé que 2 journées entières ; il a chômé entièrement cinq jours et n'a travaillé que partiellement les autres jours ;

(Suite du précédent numéro)

Nous reproduisons ci-dessous un passage final du récit de l'insurrection asturienne de M. Grossi. Après avoir décrit la lutte pour Oviedo, puis l'avance des troupes gouvernementales contre les insurgés, l'auteur en arrive au terme de l'insurrection.

Plus aucun espoir ne restait aux ouvriers de vaincre. Certains comités révolutionnaires se dispersaient. C'est alors que Belarmino Tomas négocia les conditions de paix avec le général Lopez Ochoa. Malgré ces conditions, les troupes coloniales espagnoles commencèrent un massacre renouvelé de 1871...

18 OCTOBRE

Le moment de la paix approchait. Le mouvement révolutionnaire, commencé il y a 15 jours, a échoué. Le prolétariat asturien, qui a su se battre si courageusement durant ce temps, a été momentanément vaincu. Les camarades du front attendaient avec impatience l'ordre de retraite définitif. Dans les hôpitaux, il y avait des centaines de braves soldats rouges blessés par les balles ennemies. Une multitude de mères prolétaires commençaient à se vêtir de deuil, non seulement à cause de la mort d'être chers, mais pour l'échec de la glorieuse Commune asturienne. Les rues des localités minières étaient pleines de familles ouvrières obligées d'abandonner leurs foyers pour échapper à la vengeance des sauvages ennemis. La bourgeoisie respirait. Le visage amaigri par les journées de peur et de privations, les bourgeois commençaient à sortir de leur retraite et à se montrer en public, regardant les mineurs avec insolence et crainte tout ensemble. Il était nécessaire d'organiser la paix.

Le lieutenant Torrens partit dès les premières heures du jour pour Oviedo, afin de rencontrer le général Lopez Ochoa. En sa

présence, il l'informa de notre décision d'organiser la paix. Lopez Ochoa approuva, déclarant que c'était aussi son désir. Torrens lui rapporta les atrocités commises par les troupes coloniales et les légionnaires sur les ouvriers et leurs familles. Ochoa déclara que c'était la première fois qu'il en entendait parler...

Torrens retourna à Sama, où il rendit compte au Comité régional de sa conversation avec le chef des forces ennemies. Le Comité donna l'ordre sur tous les fronts de cesser le feu durant 24 heures pendant que les négociations de paix continuaient. Selon l'accord, les négociations devaient être poursuivies par une délégation authentique du Comité régional et de l'Armée Rouge. En fit partie le camarade Belarmino Tomas, qui partit pour Oviedo avec quelques camarades et le lieutenant Torrens. Les négociations commencèrent officiellement. Notre représentant ne pouvait imposer aucune condition. Lopez Ochoa, au nom de l'armée et du gouvernement, dicta les siennes. Ce sont les suivantes :

1° Les travailleurs doivent rendre toutes leurs armes aux gardes civils et aux gardes d'assaut qu'ils tiennent prisonniers.

2° Armement, comme avant le 6 octobre, de la garde civile et des autres forces gouvernementales au pouvoir des révolutionnaires.

3° Respect de la vie des prisonniers au pouvoir des révolutionnaires.

4° Reddition d'un quart du Comité régional et des Comités de Mieres et Trubia aux autorités gouvernementales.

5° Que les révolutionnaires ne tirent plus un seul coup de fusil contre les forces gouvernementales.

Belarmino Tomas exposa à son tour les conditions suivantes :

1° Que les légionnaires et troupes coloniales soient retirés du front, car leur attitude est indigne d'une nation civilisée, et si on continuait à les utiliser, les ouvriers refuseraient de déposer les armes, surtout dans les villages les plus menacés.

2° Que ces légionnaires et coloniaux ne pénètrent pas dans la région minière, ce qui donnerait lieu à des difficultés, car les ouvriers, craignant que se reproduisent les scènes sauvages d'Oviedo, ne les laisseraient sûrement pas pénétrer.

Lopez Ochoa dit qu'il n'avait pas d'objections contre cette demande. Les Marocains et les légionnaires n'entreraient pas dans la région minière, et s'il en venait, ils seraient à l'arrière-garde de la colonne qu'on enverrait...

Il fallut alors rendre compte au peuple travailleur des conditions de paix. Les membres du Comité régional vinrent, avec Belarmino Tomas, au balcon de la mairie de Sama, devant laquelle se massait la multitude ouvrière. Les esprits étaient extraordinairement excités. Tous les travailleurs savaient que le mouvement était écrasé, mais nombreux étaient ceux qui voulaient résister les armes à la main jusqu'à la dernière goutte de sang. La situation des Comités était très difficile. Dire aux ouvriers de déposer les armes, c'était s'exposer à la mort. Cela ne veut pas dire que les travailleurs

pas encore stable, mais « équivalent » quand même — les ouvriers soviétiques, dans la lutte pour un salaire plus élevé sont incités à augmenter la productivité du travail, car le salaire à la tâche, aux pièces, introduit universellement en U. R. S. S., exprime automatiquement en roubles la croissance de la productivité de travail de chaque ouvrier. Le salaire aux pièces, que l'on a commencé à introduire depuis longtemps, est devenu la forme dominante des salaires dans l'industrie et dans les transports, même dans certaines branches où cela a provoqué des difficultés à cause du caractère collectif du travail, les ouvriers travaillant en brigade.

Dans l'industrie houillère, par exemple, le salaire étant aux pièces, était souvent encore calculé proportionnellement à la production de la brigade, et dans la brigade, les salaires étaient répartis à peu près également. Maintenant, commence la transition — là où ce n'était pas encore fait — à un salaire différencié à la tâche, c'est-à-dire que chaque ouvrier est payé en proportion de ce qu'il produit. LA NOUVELLE TECHNIQUE AYANT CREE LES CONDITIONS NECESSAIRES A LA NAISSANCE DU MOUVEMENT STAKHANOV, LE SALAIRE AUX PIECES, DANS LE CADRE DE LA REFORME MONETAIRE, A APPELE EFFECTIVEMENT CE MOUVEMENT A LA VIE.

POURQUOI LE MOUVEMENT STAKHANOV EN A-T-IL SURGI ?

Peut-on, de ce qui précède, conclure que le mouvement stakhanovien — considéré non comme une suite de records isolés, mais comme un mouvement d'accroissement de la productivité du travail — est un « bluff » et est privé de perspectives ? Accroissement. Nous pensons que, épuré de l'esprit de record et de la surenchère, il a un grand avenir. Tâchons d'en indiquer les causes fondamentales.

Si nous avons indiqué la faible utilisation de la nouvelle et souvent puissante technique comme une cause fondamentale de la possibilité même d'une productivité accrue, si nous avons indiqué d'autre part la nécessité d'aborder critique les résultats records, il reste encore une question de première importance : pourquoi, fin 1935, a-t-il eu lieu un tel mouvement stakhanovien. Qu'est-ce qui lui a servi d'impulsion ? Pourquoi n'a-t-il pas surgi par exemple il y a un ou deux ans, quand la technique avancée existait déjà ?

Dans son discours — d'une platitude exceptionnelle — adressé aux stakhanoviens, Staline a donné de ce phénomène l'explication suivante : « La vie s'est améliorée, la vie est devenue plus gaie. Et quand la vie est gaie, le travail marche bien » (Pravda du 22-11).

Tout est fort simple : l'ouvrier soviétique qui augmente la productivité de son travail à cause de sa gaîté, qu'il doit juste à Staline ! Molotov, qui a fait subir à presque chacun des orateurs du congrès un interrogatoire soigné, leur demandant pourquoi ils travaillent à la manière stakhanovienne, maintenant et pas auparavant, a donné une explication plus réaliste : « Dans beaucoup d'endroits, l'impulsion immédiate des stakhanoviens à une haute productivité fut le désir d'augmenter leurs salaires » (Pravda, 19-11-35). L'Amérique, que Staline n'a pas eu l'heur de découvrir, a été timidement découverte par Molotov...

Le « leit-motiv » de tous les communiqués et presse et de tous les discours des stakhanoviens est l'intérêt matériel personnel, et c'est précisément cela et cela seulement qui lui assure une croissance certaine dans le proche avenir. Ce fondement d'intérêt personnel n'est apparu que dans les temps derniers, en liaison avec la stabilisation du rouble, la suppression du système des cartes d'alimentation et d'une façon générale du système d'approvisionnement réglementé.

Il y a à quelques temps encore, le salaire en espèces jouait un rôle relativement modeste dans le budget de l'ouvrier ; budget qui était basé essentiellement sur les produits répartis par la coopérative d'usine, sur la cantine d'usine, etc... Le montant en espèces du salaire n'avait pas grande importance dans ces conditions. Or, dans les nouvelles conditions, quand le rouble redevient « l'équivalent général » des marchandises — équivalent, bien entendu, très imparfait et

l'argent et le salaire aux pièces, à l'époque pré-stalinienne, n'ont jamais été considérés comme des catégories du communisme, ni même du socialisme. Le salaire aux pièces, Marx le définissait « comme le plus propre du mode capitaliste de production » (Le Capital).

Seul un bureaucrate qui a perdu toute pudeur marxiste, peut présenter ce recul forcé du « socialisme » soi-disant déjà réalisé, vers l'argent et le salaire aux pièces (et, par conséquent, vers le renforcement de l'inégalité, de la surtension de la force ouvrière et l'allongement de la journée de travail) comme « la préparation du passage au communisme ».

N. MARKINE.
(12 décembre 1935.)

La suite de cet article, qui traite de l'attitude de la classe ouvrière à l'égard du mouvement Stakhanov, et des répercussions que ce mouvement provoque en elle, sera publiée dans le prochain numéro.

Chaque VENDREDI LIS Révolution

gouvernement a pu nous combattre, non sans être obligé de mobiliser près de 40.000 hommes armés avec les moyens de guerre les plus modernes et les plus perfectionnés. « Seule notre région résiste et lutte contre l'armée et le gouvernement bourgeois. Le reste de la Péninsule ne donne pas signe de vie en faveur de l'insurrection, quoique certaines provinces aient déclaré la grève générale, sans aller plus loin.

« La lutte n'a pas été conduite comme les nécessités l'exigeaient. Il existait et il existe une crainte de prendre les armes, et cette crainte, pour ne pas l'appeler trahison, c'est précisément celle qui a déterminé l'échec de notre mouvement, si courageux et soutenu ici avec tant d'héroïsme pendant 15 jours. Nous avons des fusils, des mitrailleuses et des canons, mais il nous manque l'essentiel : les munitions. Nous n'avons plus une seule cartouche. Sur les fronts, les soldats rouges sont obligés de contenir l'avance de l'ennemi en employant la dynamite. C'est seulement ainsi que les soldats rouges peuvent tenir tête à l'armée ennemie. Comme vous le comprendrez, cette situation ne peut se prolonger un jour de plus... Nous ne pouvons espérer aucune aide du prolétariat du reste de la Péninsule, qui n'est plus que le spectateur du mouvement des Asturies, et devant cette situation il n'est plus possible de combattre pour un temps les armes à la main.

« ... Nous ne dirons rien de plus, camarades. Que votre dernier cri soit un vivat aux vaillants travailleurs des Asturies et à la Révolution sociale ! »

Comme on le sait, malgré la parole donnée, Lopez Ochoa fit opérer la plus atroce répression dans la région minière. Mais c'est par milliers, qu'avant d'abandonner la lutte, les mineurs avaient enterré leurs armes, prêts à les reprendre à la prochaine occasion...

Service des Livres

Nous pouvons fournir sans délai tous les ouvrages mentionnés dans cette rubrique. Prière d'accompagner la commande du montant. Versez les fonds au Compte Chèque, Depafre, Paris, 1891-14.

M. Dommanget : Blanqui à Belle-Ile.....	15 »
Lissagaray : Histoire de la Commune de 1871.....	30 »
Talès : La Commune de 1871.....	15 »
La Lutte de Classes (Année 1935).....	8 »
Le Plan de la C. G. T.....	0 50
Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923).....	15 »
Victor-Serge. Les problèmes de l'illégalité.....	0 50
J. Martin. Les problèmes révolutionnaires de l'Algérie.....	1 »
OUVRAGES DE LEON TROTSKY	
Cours Nouveau (1923).....	3 »
La 3 ^e Période d'erreurs de l'Internationale Communiste (1929).....	3 »
Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ? (1926).....	3 50
Problèmes de la Révolution allemande (1931).....	2 »
Lénine (1926).....	12 »
La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition (à propos du conflit sino-russe).....	3 »
Et maintenant ? (La Révolution allemande et le Stalinisme) (1932).....	5 »
La seule Voie (1933).....	1 50
L'Assassinat de Kirov et la Bureaucratie stalinienne.....	3 »
L'Etat ouvrier, Thermidor et Bonapartisme.....	1 »
Histoire de la Révolution Russe. 4 volumes.....	90 »
L'Internationale Communiste après Lénine.....	20 »
La Révolution Permanente.....	20 »

MAISON DE SANTE DE PARIS-SUD
sous la direction du docteur Lacroix
Accouchements - Chirurgie
« La maison de santé la moins chère de tout Paris »
Route de Fontainebleau, VILLEJUIF
Conditions spéciales aux camarades S.F.I.O.

En vente à « LA VERITE »
DU PLAN DE LA C. G. T.
à la
CONQUETE DU POUVOIR
Discours du délégué de l'Union départementale des Syndicats confédérés de l'Isère au Comité confédéral national de la C. G. T. des 18 et 19 mars 1935.
Prix : 50 centimes.

AUX LECTEURS DE LANGUE ITALIENNE
Vient de paraître :
La nuova impresa africana del capitalismo italiano
I compiti e i del proletariato rivoluzionario
Edizioni del Gruppo bolchevico-leninista
Librairie du Travail :
17, rue de Sambre-et-Meuse
Prix : 1 franc.

L'insurrection des Asturies

par Manuel GROSSI.

étaient hostiles à la paix. Mais beaucoup craignaient d'être victimes des troupes coloniales.

Belarmino Tomas commença ainsi son rapport : « Camarades, soldats rouges ; ici, devant vous, sans aucune crainte, sûrs que nous avons su remplir le mandat que vous nous avez confié, nous venons vous rendre compte de la triste situation dans laquelle se trouve notre glorieux mouvement insurrectionnel. Nous allons vous rendre compte des conversations que nous avons eues avec le général de l'armée ennemie, ainsi que les bases qu'il propose et que nous devons accepter si nous voulons la paix.

« Tenez compte, chers camarades, que notre armée est simplement celle d'une armée vaincue. Vaincue momentanément. Tous, absolument tous, nous avons su répondre comme il convient à des ouvriers révolutionnaires. Socialistes, communistes, anarchistes et ouvriers sans parti, nous avons pris les armes pour lutter contre le capitalisme le 5 octobre, date mémorable pour le prolétariat asturien.

« Nous ne sommes pas coupables de l'échec de l'insurrection, car dans cette région nous avons su interpréter le sentiment de la classe ouvrière, qui a su démontrer sa volonté par des faits concrets. Nous ne savons pas qui ont été les coupables de l'échec de notre mouvement. Avec le temps, cela sera mis au clair. Ce que nous pouvons dire au présent, c'est que dans les autres provinces les ouvriers n'ont pas répondu comme c'était leur devoir. Devant cette carence, le

gouvernement a pu nous combattre, non sans être obligé de mobiliser près de 40.000 hommes armés avec les moyens de guerre les plus modernes et les plus perfectionnés.

« Seule notre région résiste et lutte contre l'armée et le gouvernement bourgeois. Le reste de la Péninsule ne donne pas signe de vie en faveur de l'insurrection, quoique certaines provinces aient déclaré la grève générale, sans aller plus loin.

« La lutte n'a pas été conduite comme les nécessités l'exigeaient. Il existait et il existe une crainte de prendre les armes, et cette crainte, pour ne pas l'appeler trahison, c'est précisément celle qui a déterminé l'échec de notre mouvement, si courageux et soutenu ici avec tant d'héroïsme pendant 15 jours. Nous avons des fusils, des mitrailleuses et des canons, mais il nous manque l'essentiel : les munitions. Nous n'avons plus une seule cartouche. Sur les fronts, les soldats rouges sont obligés de contenir l'avance de l'ennemi en employant la dynamite. C'est seulement ainsi que les soldats rouges peuvent tenir tête à l'armée ennemie. Comme vous le comprendrez, cette situation ne peut se prolonger un jour de plus... Nous ne pouvons espérer aucune aide du prolétariat du reste de la Péninsule, qui n'est plus que le spectateur du mouvement des Asturies, et devant cette situation il n'est plus possible de combattre pour un temps les armes à la main.

« ... Nous ne dirons rien de plus, camarades. Que votre dernier cri soit un vivat aux vaillants travailleurs des Asturies et à la Révolution sociale ! »

Comme on le sait, malgré la parole donnée, Lopez Ochoa fit opérer la plus atroce répression dans la région minière. Mais c'est par milliers, qu'avant d'abandonner la lutte, les mineurs avaient enterré leurs armes, prêts à les reprendre à la prochaine occasion...

Liberté pour les prolétaires emprisonnés en U.R.S.S. !

Le camarade Anton Ciliga, ancien membre du B. P. du P. C. Yougoslave, qui a passé 5 ans 1/2 en prison en U.R.S.S. dénonce la répression stalinienne en U.R.S.S.

Le régime de la déportation. * La vie dans les isolateurs. Les oppositions prolétariennes derrière les barreaux *** Les camps de concentration.**

L'auteur de la lettre ci-dessous, ancien membre du Bureau Politique du Parti Communiste de Yougoslavie, le camarade A. Ciliga, a passé 5 ans 1/2 dans un isolateur et dans la déportation stalinienne. Le camarade D' Anton Ciliga est en ce moment hors de toute organisation politique.

Le 9-12-1935.

Chers Camarades,

Vous m'avez demandé de vous donner immédiatement, ne fut-ce qu'une courte information sur mon cas, sur les bolcheviks-léninistes russes et sur les isolateurs et la déportation en général. En tenant compte que les circonstances exigent une grande rapidité d'information, je tâcherai de répondre de mon mieux à votre demande, quoique ce soit au détriment d'un aperçu complet. Mais j'espère, par la suite, compléter les lacunes de cette information.

LES COMMUNISTES ETRANGERS INCARCERES

1° Je commence par le sort du groupe auquel j'appartenais. Au mois de mai 1930, à Moscou et à Leningrad, un groupe de communistes yougo-slaves qui était en Russie en mission pour le Parti communiste yougoslave, a été arrêté par le Guépéou. Le groupe fut arrêté pour liaison avec l'opposition trotskyste. Trois camarades ont été envoyés pour trois ans dans l'isolateur politique de Verchné-Ouralisk : 1. Stanka Draguitch (surnom russe, J. V. Kovalev), ancien membre du C. C. du P. C. yougoslave, dirigeant d'une des plus importantes organisations de Yougoslavie dans la ville de Zagreb ; 2. Moustapha Déditch (surnom russe, Victor Soloviev), ancien secrétaire du Comité syndical de la province de Herzégovine, à Mostar ; 3. l'auteur de ces lignes, ancien membre du B. P. du P. C. de Yougoslavie, rédacteur de l'organe central légal du Parti « Borba » à Zagreb et ancien représentant à l'étranger du C. C. du Parti, le D' Anton Ciliga.

Un camarade, Stephan Haerberling (surnom russe, V. Souslov), ancien membre du Comité du Parti de la province Voievodine (ancienne Hongrie du Sud), à Novi Sad, fut déporté pour trois ans en Oural. Une vingtaine de nos amis ont été déportés et mis sous surveillance dans différents coins de la Russie d'Europe.

Deux camarades russes, en liaison avec nous (Victor Zankov et Oreste Glibowsky), ont aussi été envoyés dans l'isolateur de Verchné-Ouralisk. Notre groupe arriva à Verchné-Ouralisk le 7 novembre 1930, il n'a pas été mentionné dans la liste de détenus publiée dans le Bulletin de l'opposition russe, n° 19 (mai 1931), cette liste ayant été établie en octobre 1930.

Le camarade Tarov, qui s'évada de l'U.R.S.S. (voir ses lettres dans le Bulletin de l'opposition n° 46, décembre 1935) mentionne notre groupe, mais à cause de la ressemblance des noms de pays, il a fait erreur sur notre pays d'origine et écrit « Trois camarades de Tchecoslovaquie » au lieu de « Trois camarades de Yougoslavie ». Dans sa lettre s'est glissée une autre inexactitude me concernant. Il écrit : « L'un d'eux, ancien membre du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, un partisan acharné de la IV^e Internationale. » C'est bien ma position à l'égard de la IV^e Internationale, mais je n'ai pas été membre du C. E. de l'I. C. J'ai été membre de la délégation du Parti au service du C. E. et j'ai été délégué pour travailler dans le C. E. au Secrétariat des Balkans.

En été 1931, mes camarades et moi participâmes à la grève de la faim qui dura 18 jours et que firent plus de 150 détenus de l'isolateur politique de Verchné-Ouralisk. La grève de la faim fut provoquée par les coups de fusil tirés par les gardes sur les détenus, et dont l'un, Gabo Es-sayan, qui se tenait tranquillement à la fenêtre, fut blessé. Cette grève eut aussi pour but l'amélioration de nos rations de famine. L'atmosphère de terreur et les rations de famine ont provoqué la folie chez deux détenus (Vera Berguer et Victor Krayny).

A la fin de trois années de détention en 1933, mes camarades et moi exigèrent des organismes soviétiques qu'ils nous laissent rentrer chez nous à l'étranger. Nous avons longtemps jeûné (23 jours) pour cette revendication. Les organismes soviétiques, non seulement ne nous ont pas laissés partir, mais encore elles augmentèrent notre détention de deux an-

nées, sans jugement et sans accusation nouvelles. (Les lois soviétiques autorisent le Guépéou à renouveler automatiquement et sans jugement les délais de détention et de déportation. Cette loi est à faire dresser les cheveux sur la tête, mais elle est un fait et sur ce fait est basée toute l'histoire des 15 années de déportation politique en Russie.) A la suite de cette grève de la faim on nous fit sortir des isolateurs et on nous envoya en déportation dans différents coins. Moi-même, je dus aller en Sibérie Orientale, dans la ville de Jenisseïsk ; le camarade Déditch dans la Sibérie Occidentale, dans le village Kolpaehévo, département de Narym ; le camarade Draguitch, à Saratov, sur la Volga ; on continua de transporter le camarade Haerberling de ville en ville jusque dans l'Oural. Le camarade Draguitch s'évada pour rentrer chez lui à l'étranger. Il fut arrêté en 1934 sur la frontière russo-polonaise et enfermé dans les cachots secrets des îles Solovietzki, d'où, il y a plus d'un an, ne parvient plus aucune nouvelle de lui.

DEPORTATION SANS JUGEMENT

Quand, en 1935, nous avons terminé notre deuxième temps de déportation, le Guépéou nous prolongea cette fois-ci la déportation de trois années sans jugement ni nouvelle accusation. Un ouvrier étranger ou un militant ouvrier qui vient en Russie, n'a donc plus le droit d'en sortir, il se transforme en une espèce de prisonnier éternel, s'il n'est pas satisfait par la situation du prolétariat et la situation générale en Russie.

Personnellement, j'ai pu enfin m'échapper de la Russie après 2 ans et demi d'une lutte désespérée, me trouvant constamment entre la vie et la mort. J'ai réussi parce que j'ai eu un passeport pour l'étranger, parce que j'avais à l'étranger une famille qui a pu faire quelque chose et parce que j'ai posé carrément la question : le départ ou la mort. Mais mes camarades sont restés en déportation et dans les cachots, et seule une aide active du prolétariat européen et du mouvement démocratique peut les libérer.

Dans l'isolateur de Yaroslav se trouvent trois membres du bureau politique du P. C. de Hongrie. Ce sont des partisans de la ligne générale du P.C.H. et de l'I. C., mais ils sont adversaires dans leur parti du groupe de Bela Kun. Ils furent invités à Moscou pour discuter les points litigieux dans le parti hongrois et furent arrêtés sur place et enfermés dans l'isolateur d'Yaroslav.

Des centaines de camarades étrangers se trouvent officiellement en déportation dans la province russe et dans la situation de prisonniers de fait en Russie, dans l'impossibilité de retourner dans leur pays à cause de leur opposition à leur parti ou à l'I. C.

A mon départ, qui a été une expulsion de Russie, les hommes de la Guépéou m'ont volé, ils m'ont arraché mes notes scientifiques, mes manuscrits, ils m'ont pris non seulement ma correspondance privée, russe comme étrangère, mais ils m'ont également pris la correspondance officielle avec le consulat au sujet de mon passeport, sans me donner un document quelconque attestant la confiscation de toutes ces pièces.

LES CAMPS DE CONCENTRATION

2° Sur les camps de concentration.

Le nouveau et le plus effrayant fléau de ceux qui sont poursuivis politiquement en Russie, c'est le camp de concentration. Il y a beaucoup de camps de concentration en Russie, dans toutes les régions, et de différente importance. Les nouveaux pharaons y « éduquent » des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans et des dizaines de milliers de criminels, recevant en échange un travail gratuit. Les paysannes et les criminelles qui s'y trouvent sont condamnées à « servir » les hommes et mises dans la situation d'une prostitution presque forcée.

Les prisonniers politiques sont envoyés d'après ce que je sais dans quatre camps : Oukht-Petcherski (Zyryan), Mariński (Sibérie Centrale), Karagandinski (mines de charbon du Khasakstan) et les îles Solovietzki. Au mois de décembre 1934 éclata une nouvelle grève de la faim dans l'isolateur de Verchné-Ouralisk. Les prisonniers exigèrent que l'on mit fin à ces « rabiots » au temps de détention, la libération immédiate des hommes ainsi arbitrairement détenus (c'est-à-dire 2/3 des détenus). La grève de la faim fut arrêtée le 13^e jour par la dispersion des camarades dans différents isolateurs, camps de

concentration et par l'alimentation forcée. Près de 30 camarades furent alors envoyés dans des camps de concentration : la plupart d'entre eux, la commission de la grève en tête (Théodor Dingelstedt, Joseph Kraskine, Sacha Slitinski) furent envoyés aux îles Solovietzki. Une partie d'entre eux, Lado Enoukidzé, neveu du fameux ex-secrétaire du Tsik, M. Bielov, G. Boïko, etc., dans le camp d'Oukht-Petcherski. En été 1935, presque toute la colonie de B. L. d'Asie Centrale (Samarkand, Tchekent, Alma-Ata, Akmolinsk, Aktioubinsk, Pavlodar, etc.) fut pour la plupart envoyée pour 5 ans dans des camps de concentration. A part les B. L. dans les camps se trouvent une partie considérable d'anarchistes, un certain nombre de sionistes, des S. R. et des social-démocrates. Les détenus politiques sont au droit commun, on les oblige à vivre et à travailler avec les criminels. On excite les criminels sur « les politiques ». Des dizaines de camarades ont vécu des grandes grèves de faim, en exigeant le remplacement du camp de concentration par l'isolateur (Vladimir Smirnov le jeune et S. Slitski, tous deux du groupe « centralisme démocratique » (Sapronovistes), ont fait pour cette revendication modeste 35 jours de la grève de la faim.) D'autres dizaines ont fait la grève pour l'établissement d'un régime politique dans les camps. Dans la lutte pour cette revendication on compte des accidents mortels dans le camp de Mariński (parmi les anarchistes). Un groupe de détenus dans le Solovski et certains individuels dans le camp de Oukht-Petcherski et Mariński ont réussi à obtenir un régime politique partiel, mais une grande majorité des détenus, surtout dans les camps Mariński et Karagandinski, se trouvent sous le régime du droit commun. Dans le camp de Mariński, pendant l'été, on a forcé un groupe de détenus (parmi eux l'anarchiste Sandormisky) à aller, ou plutôt à courir aux travaux des champs qui étaient à une distance de 10 km. du lieu d'habitation, pour y travailler jusque tard dans la nuit.

Après l'expiration de la peine en été 1935 Dingelstedt fut transporté de Solovski en déportation à Alma-Ata, S. Kraskine à Touroukhansk. Il faut à tout prix obtenir la libération des détenus politiques des camps de concentration et qu'on cesse de les y envoyer.

LA VIE DANS LES ISOLATEURS

3° Quelques mots sur les isolateurs et la déportation.

Dans l'isolateur de Verchné-Ouralisk se trouve à présent la partie principale des Zinovievistes (Zinoviev, Kamenev, Koukline, Saloutski et également Smilga), les célèbres dirigeants de l'Opposition Ouvrière Chliapnikov (malade et sourd) et Medvediev, le leader du groupe du « Centralisme démocratique », qui dirigeait l'insurrection d'octobre 1917 à Moscou, ancien secrétaire du Tsik aux temps de Lénine, le vieil ouvrier Timophée Sapronov (il est gravement malade et si le prolétariat européen ne l'arrache pas à l'isolateur il ne supportera pas ses 5 ans).

Les Zinovievistes se conduisent en général d'une façon capitularde, mais dans des degrés et formes différentes. Zinoviev s'occupe surtout des questions du fascisme (il apporte une foule de livres sur le fascisme) et de l'histoire des états en Russie. Kamenev est d'accord aux 98,5% avec la ligne générale. Certains pensent que tout est fini et qu'il faudra tout recommencer de nouveau. Kamenev a reçu en résultat d'un nouveau procès une peine qui va jusqu'à 10 ans. Le deuxième procès a été établi pour l'affaire du complot contre « lui-même » (c'est-à-dire Staline). Le héros principal de l'accusation fut le frère de Kamenev, le peintre Rosenfeld. Il y avait 36 accusés. Les accusés, un public très mêlé et très suspect. Le résultat fut deux exécutions (un membre de la G. P. O. U., je ne me souviens pas exactement le nom : Tcherviakov, Tchernodski, et le deuxième quelqu'un de la Garde du Kremlin). Le reste fut condamné à 5-10 ans, la moitié fut transportée à Verchné-Ouralisk (la plupart des courtisans du Kremlin). Kamenev nia catégoriquement qu'il savait quelque chose sur cette affaire et affirma qu'il avait vu les accusés principaux pour la première fois de sa vie, pendant le procès. Son frère annonça pendant le procès que grâce à son arrestation juste à temps fut empêchée la « catastrophe ». Ce frère célèbre fut envoyé dans un autre lieu. Il ne se trouve pas à Verchné-Ouralisk. Pour le refus catégorique de savoir quelque chose dans cette affaire Kamenev a reçu non

seulement une augmentation d'environ 10 ans, mais on l'a enfermé dans une cellule commune (n° 57, 3^e étage à l'aile nord de l'isolateur avec 12 hommes dans une grande cellule). Je mentionnerai aussi la S. R. Volkstein qui fut collaboratrice scientifique à l'Académie Militaire. Elle a passé 5 ans dans la partie secrète de l'isolateur de Yaroslav avant de venir à Verchné-Ouralisk. Elle y a partiellement perdu la parole. Dans l'isolateur de Verchné-Ouralisk se trouvent encore vingt hommes de l'opposition de droite (Slepkov, Astrov, etc. Avant y était Rioutine, je ne sais pas s'il y est encore). Enfin quelques anarchistes (Barmach), S. R. sionistes, sociaux-démocrates et 40 à 50 bolcheviks-léninistes.

QUI PEUPLE LES ISOLATEURS ?

En tout, près de 200 détenus. Dans les isolateurs de Tchélabinsk, Yaroslav et Soudal se trouvent des autres groupes de détenus politiques de tous les courants. A Soudal se trouve le deuxième leader des « detsistes » V. M. Smirnov. Il a terminé les 5 ans à Soudal en 1935 ; il a été un demi mois en liberté à Oulala (Oïrat Tour) et à présent il fut de nouveau enfermé pour 5 ans à Soudal. Là-bas se trouve également Voïa Vouiovitich, ancien secrétaire de l'I. C. J. Sa femme, Boudzinskaïa, est à Verchné-Ouralisk (avec la sœur d'Unschlicht). Profitant du changement de la composition des isolateurs, l'administration a empiré de nouveau la situation légale et l'alimentation des détenus. On a introduit de nouveau les rations de la famine, surtout dans les isolateurs de Yaroslav et de Verchné-Ouralisk. Avec la diminution de la construction pendant le deuxième plan quinquennal le chômage devient un phénomène quotidien dans la déportation. A Jenisseïsk, où j'habitais la dernière année, la moitié des déportés meurt littéralement de faim. Les enfants d'un nouvel arrivé du camp de concentration, M. Belov, sont tombés malades à cause de la sous-alimentation et meurent de faim devant tout le monde. On reçoit les mêmes nouvelles de Minoussinsk, d'Asie Centrale, de la Province Narym d'Arkhangelsk, A Minoussinsk se trouvent actuellement Kossior, Moussia Magid, Dorochenko, le S. D. Jakoubson, etc. A Jenisseïsk : Papermeister Pavel, Balmonchov, Grall, Doubenbaum, Kolomenko ; le Viennois V. Langer (systématiquement on ne lui donne pas de travail) ; les S. D. Teodor Isaievitch Tsederbaum, Marc Levine, Eva V. Losman, les S. R. de gauche, le frère et la sœur Loussine, les sionistes Bernstein, Kogan ; la sœur de Medvediev et une foule de léninograis.

Au printemps 1935 la Sibérie fut remplie de léninograis. On les a transportés dans des trains entiers, des familles entières avec les enfants, les femmes, les parents, etc. On en envoya beaucoup dans les lieux se trouvant tout à fait dans le nord : Obdorsk, Doudinno, Vorilsk, Touroukhansk, Verkhneïarsk. De Leningrad on a exilé plusieurs dizaines de mille camarades. Un groupe de femmes, la sœur de Zinoviev, la veuve de Chatski fusillé, la sœur de Koukline, etc., se trouvent en déportation à Vorogod (entre Jenisseïsk et Touroukhansk). La situation de la majeure partie des léninograis est tragique. Les fonctionnaires zinovievistes n'ont pas une attitude fameuse, sans dignité. La partie ouvrière se tait, ne demande pas, ne mendie pas au G. P. O. U., ne tombe pas à genoux 10 fois par jour pour obtenir le pardon.

A Jenisseïsk en été on a arrêté un groupe d'oppositionnels (les detsistes Davidov et Boïko, le B. L. Maksimov) et deux groupes de Zinovievistes. Les oppositionnels sont accusés d'avoir essayé de « travailler » les Zinovievistes. Au cours de l'affaire on a démontré que le G. P. O. U. persuadait et essayait de forcer les Zinovievistes de témoigner que les « oppositionnels » les ont « travaillés ». Les Zinovievistes envoyèrent une déclaration générale à propos de cette affaire au procureur de l'U. R. S. S. On a découvert également que le G. P. O. U. local agissait d'une façon provocatrice d'après les directives de Moscou. A présent tout le groupe est enfermé depuis 3 mois, l'instruction est terminée et on attend la décision de Moscou.

AIDONS LES DEPORTES !

Obtenir de Moscou le travail pour les déportés, la liquidation de ration de famine dans les isolateurs, la libération des détenus politiques des camps de concentration, la libération de la déportation et de cachots et le renvoi chez eux à l'étran-

A PROPOS du MÊME JOURNAL

Le journal la Commune continue à paraître depuis trois semaines sous la signature des « membres du C. C. du G. B. L. ». Dans notre précédent numéro, nous avons démasqué cette tromperie. Nous réitérons aujourd'hui notre affirmation.

Par son contenu, la Commune a fait amplement la preuve qu'elle n'avait rien de commun avec le G. B. L. Le courant qu'elle a essayé de créer se distingue par tous les signes classiques du centrisme : confusion, oscillations, platitudes. Les membres du G. B. L. ont réagi sérieusement contre la tentative de scission faite par ce journal dans ses rangs. Il ne s'est trouvé dans toute la France que deux endroits où des camarades aient jugé la mise en garde de la Vérité excessive, et refusé de diffuser notre journal. En ce qui concerne Clamart, nous invitons les lecteurs de la Vérité à se procurer directement notre journal.

Mais comment ne pas s'apercevoir que c'est la logique de la position de la Commune, qui mène ses rédacteurs à l'action contre le G. B. L. (refus de diffuser la Vérité, action contre le G. B. L. dans les Jeunesses, etc.) ?

La Commune a publié un programme, mené une action de propagande ; tout cela, devant le public. C'est pourquoi le C. C. du G. B. L. a décidé qu'une action d'éclaircissement publique était nécessaire. Nous l'entreprendrons sans délai.

Nous publions ci-dessous une lettre adressée par L. Trotsky à la Commune :

MISE AU POINT ADRESSEE PAR LEON TROTSKY AU JOURNAL « LA COMMUNE »

Le 20 Décembre 1935.

A la Rédaction de la Commune,

Je vous prie d'insérer dans le prochain numéro de texte suivant :

Dans son premier appel votre journal s'est réclamé de mon nom parmi d'autres. Dans votre premier numéro vous avez reproduit un extrait de mon ouvrage. Quelques-uns de vos rédacteurs continuent à se nommer « bolcheviks-léninistes ». Dans ces conditions, je me voie forcé, pour éviter toute équivoque, de déclarer que je ne suis nullement solidaire de votre publication.

Léon TROTSKY.

Convocations

COMITE CENTRAL. — La session du C. C., élargie aux membres de province, se tiendra le 12 janvier. Les rapports seront adressés aux camarades dès le 1^{er} janvier.

BULLETIN INTERIEUR. — Le Bulletin Intérieur n° 10 a été envoyé cette semaine. Le Bulletin n° 11 paraîtra la semaine prochaine. Le réclamer aux responsables des groupes G. B. L. — Prière de ne pas confondre avec les Bulletins des éditeurs de la Commune.

GROUPES G. B. L. — Les convocations des groupes G. B. L. parallèles dorénavant dans Révolution. Prière de considérer les convocations parues dans tout autre journal comme fantaisistes.

ger des camarades yougoslaves Déditch, Draguitch et Haerberling, voilà ce qui ne me laisse pas tranquille, voilà à quoi je pense jour et nuit. Et je suis prêt à faire tout pour soulager le sort des centaines de camarades avec lesquels j'ai passé 5 ans et demi dans les prisons et déportations et dont je connais si bien et si directement la terrible situation. Sous la pression des ouvriers européens et du mouvement démocratique, je pense, on pourra obtenir quelque chose.

4° Sur la vie politique dans l'isolateur et dans la déportation.

Il me reste trop peu de temps pour pouvoir décrire comme il convient ce côté de l'affaire. Il faudra le faire à part et un peu plus tard dans une ou deux semaines. Je peux dire en deux mots que à Verchné-Ouralisk la vie politique était très intense, une foule d'articles paraissaient sur toutes les questions de la vie sociale de l'U. R. S. S. et également sur la question principale de la politique internationale au cours de 1930-33 : le fascisme, l'Allemagne. Une série de journaux paraissait (écrits à la main), appartenant à tous les groupes, sous-groupes et courants. On a fait des grandes discussions. En 1931-32, le groupe B. L. a vécu des scissions et dans le chaos organisationnel. En 1933-34, les opinions sont rapprochées à nouveau et un seul collectif B. L. fut établi avec un seul journal. Quelques (une dizaine) B. L. sont passés chez les detsistes. Chez les detsistes et chez les partisans de Mianikov aussi ont eu lieu des conflits et des scissions, mais en 1933-34 chez eux aussi on est arrivé à un rapprochement et une « fédération de communistes des gauches » fut constituée. Les opinions des B. L. dans les isolateurs étaient orientées dans le même sens que celles de l'opposition à l'étranger et du camarade L.-D. Trotsky.

Mes salutations fraternelles.

A. CILIGA.

Le Gérant : Maria CRAIPEAU.

H. Carré-G. Pierson, imprimeurs 35, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e).

TRIBUNE DE DISCUSSION

Les Jeunesses socialistes révolutionnaires de la Seine

Nous publions pour la discussion l'article ci-dessous sur les tâches des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires. D'autres articles suivront.

Où en sont-elles ? Où vont-elles ? Quelles sont leurs tâches ? Autant de questions que nous devons poser avec précision et résoudre avec soin, si nous voulons assurer le succès de notre mouvement. Nous les étudierons dans le détail dans une suite d'articles. Car nous ne perdrons pas de vue que l'Entente de la Seine constitue le centre d'action le plus important pour un nouveau parti révolutionnaire, tant par ses effectifs que par son caractère d'organisation de jeunes progressant vers un type d'organisation de combat marxiste-léniniste. Cela n'implique aucunement — est-il besoin de le dire ? — d'ultimatum sur le plan de l'organisation. Les jeunes savent qu'ils ont énormément à apprendre, et ne repousseront pas plus que par le passé les leçons de l'expérience ou de camarades plus éprouvés. Les jeunes ne posent d'autres conditions à l'accord organique avec d'autres organisations qu'une plate-forme politique commune ; et, demain, ils subordonneront normalement leur action à celle du parti révolutionnaire adulte en voie de formation, qui reconnaîtra justement la nécessaire autonomie de leur mouvement.

C'est ce qu'ont marqué et défini la plupart des camarades au cours du dernier Congrès de novembre-décembre. Ils ont décidé de conformer la structure de leur organisation à leur progression politique et aux tâches qu'elle leur impose. Une organisation rigoureusement centralisée pour assurer l'unité d'exécution ; rationnellement partagée en régions et cellules de base, pour assurer l'efficacité du travail ; pourvue par le moyen de rayons d'organisations de consultation périodique, qui permettront à tous les militants actifs de participer à tout instant à l'activité politique de l'organisation. Ainsi seront rapidement formés des cadres actifs, pleinement conscients et directement liés aux masses ouvrières.

Les camarades ont nettement marqué le caractère distinctif du mouvement. Aucune compromission organique ou politique avec les militants ou organisations responsables des échecs du mouvement ouvrier. Dénonciation impitoyable de leur politique de capitulation et de trahison. Plusieurs d'entre nous ont montré toute l'importance de la journée du 6 décembre. Blum et Thorez ont ce jour-là, unanimement approuvés par la C.A.P. socialiste et

le C.C. communiste, livré les instruments de défense, constitués par les militants, à la répression du gouvernement et de ses soutiens, les bandes fascistes, qui elles restent armées et ont mille moyens d'échapper à la dissolution. Nous laissons à un Chochoy et autres valets de la bureaucratie réformiste le soin de faire croire aux jeunes ouvriers qu'un gouvernement autre que Laval dissoudra les ligues fascistes. Un seul gouvernement peut le faire : le gouvernement ouvrier et paysan. Et il ne sera instauré que par l'action des masses, dont il faut organiser la résistance et les moyens d'action, que les réformistes-staliniens, approuvés par les Chochoy et autres Raymond Guyot, viennent de livrer au gouvernement. Pas d'hyppocrisie : il ne s'agit pas de rejeter la note du 6 décembre sur les parlementaires radicaux, camarade Thévenet. Ils jouent leur rôle naturel de valets du grand capital, à gauche, et ont été portés à la tête du Front populaire, Thévenet, par ses chefs, Blum et autres Ziromsky. Le devoir des jeunes militants, s'ils ne sont pas des demagogues au service des bureaucraties, est de dénoncer, dans le camp ouvrier, les responsables directs et principaux de cette trahison : les directions socialiste et communiste. Ce devoir, nos camarades l'ont rempli. Et on n'étouffera pas leur voix. Ils laisseront à Marceau Pivert la honte de capituler et de cautionner la bureaucratie d'union sacrée et de réconciliation française auprès des militants. Marceau Pivert croit-il s'en tirer par une formule ? « On est ou on n'est pas pour son Parti, et on en accepte toutes les conséquences », nous a-t-il dit. Pour nous, un parti n'est pas une idole, il est un instrument de combat. S'il a démontré sa faillite, il faut empêcher le prolétariat privé de direction de le suivre dans la ruine. Pour cela, construire le nouvel instrument des combats et de la victoire ouvrière. Forger une direction révolutionnaire qui ne trahisse par les ouvriers de Brest-Toulon, mais se mette à la tête de leur rébellion contre les forces gouvernementales.

C'est ce que veulent les jeunes socialistes révolutionnaires. C'est ce qu'ils proclament nettement. Pour cela ils doivent s'assigner et atteindre un certain nombre d'objectifs. Se mettre à la tête du mouvement pour une seule Jeunesse révolutionnaire. Se lier à toutes les minorités révolutionnaires adultes dispersées à travers le pays. Renforcer la cohésion et la fermeté de leur programme. Autant de points que nous précisons dans les prochains numéros.

BOURGES

Un camarade de Bourges nous adresse l'extrait suivant de l'Emancipation, organe staliniste concernant les papillons « Arme-toi » :

La semaine dernière, une pluie de papillons s'est abattue sur notre ville. Portant l'insigne des Jeunesses socialistes (les trois flèches), ils lancent des mots d'ordre provocateurs dont l'un d'eux ressort particulièrement : « Arme-toi ! »

Nos amis des Jeunesses socialistes nous ont déclaré être totalement étrangers à ce collage. Renseignements pris, il s'agit de l'œuvre de quelques trotskistes récemment exclus des J. S.

Ces jeunes se rendent-ils bien compte du travail de provocation que certains leur font accomplir ? Les travailleurs ne se laisseront pas prendre au piège trop grossier de ceux qui travaillent, en lançant ces papillons, pour les ligues fascistes.

Ils déjoueront la provocation en rejoignant plus nombreux encore les rangs du Front populaire, en s'inscrivant aux Votations de la liberté, organisation de masse sans armes, ni costume.

Notre camarade ajoute à son information :

Malgré cela nous continuerons notre travail de propagande malgré la malveillance des bonzes de la Section socialiste qui ont fait insérer dans un journal bourgeois, la Dépêche du Berry, que ces papillons étaient l'œuvre de fascistes voulant détruire les résultats de l'intervention de Blum.

ANGERS

Les J. S. d'Angers protestent à nouveau contre les exclusions, et à l'unanimité a adopté, sur la proposition du camarade G. W., une motion de protestation où elles se « solidarisent avec l'action politique de l'Entente des J. S. de la Seine conforme à l'intérêt du prolétariat et à la volonté révolutionnaire des travailleurs ».

MARSEILLE

A propos de la grève des dockers

D'une lettre de nos camarades :

Cher Camarade,

Comme tu le sais, la grève a pris fin lundi dernier. Après l'intervention de Tasso auprès du préfet, le faux indice du coût de la vie a été renvoyé à une date ultérieure. Cet indice accusait une diminution du coût de la vie à 12 francs. Alors qu'en réalité la vie a augmenté de 15 fr. depuis un an, à Marseille. Les dockers se sont vu ainsi diminués depuis l'année dernière de 4 et même 6 francs par jour. Les réformistes qui étaient à la tête du Syndicat des Dockers acceptaient toutes les diminutions. Mais cette fois c'en était trop. 5.000 dockers ont décidé de faire grève. Devant le mécontentement des dockers, les dirigeants de l'Union Régionale Unitaire ont dû prendre leurs responsabilités. Ce qui a permis au Parti stalinien de redorer son blason au détriment du P. S. et de la C. G. T. A Marseille, les dirigeants de la C. G. T. sont aussi à la tête du P. S. Ferri-Pisani, Pasquini, Chaffard, Armand, Joblin, qui se sont conduits comme des « porcs ». Je me sers de l'expression même des grévistes. Ainsi à Marseille, le mécontentement des ouvriers grandit contre le P. S. qui, électoralement, occupe ici la première place. Pour le moment, c'est le P. C. qui retire, malgré lui, tous les avantages de cette trahison.

Mais la « victoire » sera de courte durée.

Cette grève devait ouvrir une période de luttes ouvrières sans précédent à Marseille. Dès les premiers jours de la grève, les ouvriers des autres corporations, marins, poids lourds, tramotins, cheminots ont menacé d'en faire autant. Un souffle de grève générale a traversé Marseille pendant une semaine. La bourgeoisie marseillaise a senti le danger. C'est pourquoi le député-maire Tasso, « socialiste », qui n'est en fait que le porte-parole des Compagnies de Navigation, est intervenu auprès du préfet, pour que le faux indice du coût de la vie soit renvoyé. Les dockers ont repris le travail. Mais un certain nombre d'entre eux, près de la moitié, sont des chômeurs partiels. Leur esprit de classe leur a coûté une suspension de leur indemnité « jusqu'à nouvel ordre ». Les bonzes du P. S., qui sont en même temps administrateurs de la Caisse du Chômage, ont voulu ainsi se venger des grévistes.

Nous avons dès le premier jour de la grève décidé de faire un tract au nom des J. S. Les bonzes du Parti sont venus pour nous en empêcher en nous menaçant d'exclusion.

La volonté de lutte des ouvriers marseillais

Je reviens à l'instant (22 heures) de la Bourse du Travail où 4.000 tramotins réunis viennent de proclamer la grève pour demain.

La victoire des dockers a donné une telle confiance au prolétariat marseillais que les réformistes comme Joblin (qui se trouve à la tête du Syndicat) ont été obligés de s'incliner devant la volonté de

La vie de l'organisation

De nos correspondants :

lutte des ouvriers. D'autres corporations s'agitent. Tout le monde part en lutte avec la conviction ferme de vaincre. Malheur à ceux qui reculeront !...

C'est dans un enthousiasme indescriptible que le meeting de la Bourse s'est terminé. Des ouvriers descendus des banlieues les plus éloignées sont venus applaudir en grand nombre les grévistes dans les rues avoisinantes de la Bourse jusqu'à la Canebière.

(Comme on le sait la lutte des tramotins fut rapidement victorieuse.)

GRENOBLE

Le G. B. L. dans l'action publique

Les bolcheviks-léninistes de Grenoble ont saisi le prolétariat révolutionnaire des trahisons conscientes et continues des chefs réformistes.

Outre les « raisons habituelles », le fait qui est particulièrement reproché à notre G. B. L. de Grenoble est d'avoir publiquement défendu les T. P. S., traités de « provocateurs » par les staliniens.

Voici la fin du tract vigoureux et précis du G. B. L. de Grenoble au prolétariat révolutionnaire :

« Camarades ! nous venons d'examiner tour à tour les fameux « manquements » des bolcheviks-léninistes de Grenoble. Il s'avère que chacun de ces « manquements » est une lutte contre les trahisons de nos exclusionnistes. Ces derniers font ainsi eux-mêmes la preuve de l'impossibilité de cohabitation — dans une période aiguë de la lutte des classes comme celle que nous vivons — entre les social-patriotes réformistes d'un côté et les révolutionnaires internationalistes de l'autre. C'est-à-dire qu'ils démontrent une fois de plus, par ces exclusions, l'impossibilité de redresser un parti corrompu par le sommet.

Camarades ! cela signifie que la lutte révolutionnaire réclame une nouvelle direction, un nouveau parti du prolétariat révolutionnaire, une 4^e Internationale qui inscrira sur son drapeau :

— A bas les trahisons du social-patriotisme et du stalinisme de « réconciliation française » et d'union sacrée.

— Vivent les comités de masse du Front populaire, les comités de préparation à la grève générale.

— Vive la lutte des classes libératrices du prolétariat.

— Vive le défaitisme révolutionnaire en cas de guerre.

— Vive la Révolution sociale.

— Vivent les Etats-Unis soviétiques du Monde.

Le G. B. L. de Grenoble.

D'autre part, nous apprenons que le 22 décembre la Commission Fédérale des Conflits de l'Isère a exclu notre camarade Bardin, accusé de défendre la Vérité et Révolution.

D'autres camarades sont menacés d'exclusion à leur tour. Mais à Grenoble, comme à Paris et dans les autres villes de France, les exécuteurs de la politique social-patriote en seront pour leurs frais. Les éléments révolutionnaires se regroupent, lutteront pour la plateforme marxiste-léniniste, travailleront à la reconstruction du Parti révolutionnaire, ce qui est aujourd'hui la tâche principale.

MAROC

POUR DES COMITES D'ACTION

Nous lisons dans le Maroc Socialiste (21 décembre) un article du camarade Marcus, sur le Front Populaire, où sont développées des idées que nous avons déjà développées :

« Tant que la démocratie à la base n'existera pas dans les groupements et partis révolutionnaires, nous n'aurons pas une direction juste qui exprimera les désirs réels des masses hétélatentes devant le danger, qui, dans un tel dénoûment physique et moral, risquent, à la moindre panique, de passer avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

« ... Les Comités d'action au sein du Front Populaire, que certains groupements de gauche à la pointe du combat avaient préconisés, deviennent une nécessité vitale. Pour un Front Populaire Révolutionnaire, voilà le vrai mot d'ordre. Organisons-le méthodiquement : qu'à chaque centaine d'adhérents on élise un délégué ; et que de cette réunion de délégués nationaux sorte un comité central national du Front Populaire Révolutionnaire. Là seulement est la victoire pour les masses révolutionnaires, là seulement est le salut. »

Pour 1936 :

N'OUBLIE PAS DE RENOUELER TON ABONNEMENT A « LA VERITE ».

ENVOIE-NOUS DES NOMS D'ABONNES POSSIBLES.

Samedi 4 janvier ?

A LA FETE DE « LA VERITE »... SALLE ALBOUY !

Les fusions syndicales

CHEMINOTS, P. T. T., CUIRS ET PEAUX, PORTS ET DOCKS, MINEURS, ONT REALISE LEUR FUSION. ENSEIGNEMENT, FONCTIONNAIRES, LA REALISENT CETTE SEMAINE.

Le gros débat dans chacun des congrès de fusion, c'est le problème des incompatibilités. Nous avons déjà dit ce que nous pensons de cette question. Pour les dirigeants, tant unitaires que confédérés, l'importance donnée à ce problème a permis de camoufler le véritable problème, celui de l'orientation des organisations syndicales.

L'attitude des directions unitaires est typique : après avoir abandonné l'organisation des fractions à la base, ils tiennent absolument à leurs fractions de sommet. En général, les dirigeants confédérés acceptent, fait qui suffit à montrer que la politique stalinienne a bien évolué... vers le réformisme.

Mais cette tactique unitaire s'apparente assez bien avec celle suivie par leur parti dit Communiste dans le Front Populaire : seuls les blocs de sommet ont pour eux un gros intérêt. Les travailleurs de la base n'ont qu'à suivre les combinaisons d'en haut. C'est le centralisme bureaucratique par excellence : direction incontrôlée et labou.

Mais dans les syndicats, les dirigeants stalinistes ne pourront pas manœuvrer aussi facilement que dans le Front Populaire. Seule leur activité leur permettra de suppléer à la lenteur bureaucratique des sommets confédérés. Et par là, pour eux, ils espèrent prendre le pas dirigeant dans la C. G. T. unique.

A nous, syndiqués révolutionnaires, de dénoncer leur politique, leurs manœuvres bureaucratiques, en entraînant nos camarades de travail vers l'action « Classe contre classe ».

Nous devons diffuser l'Avant-Garde Syndicale, être les meilleurs militants de notre syndicat, savoir poser justement les problèmes de nos luttes à mener dans la situation actuelle pour assurer tous les facteurs de victoire.

Notre tâche est de nous lier à tous les révolutionnaires de tous les syndicats, de coordonner les efforts de tous les syndicalistes révolutionnaires pour arriver à faire triompher nos conceptions de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie et son état de classe, pour son renversement et l'instauration du gouvernement des ouvriers et des paysans.

CLAUDE NAVILLE

Notre camarade Claude Naville, depuis plusieurs années éloigné de l'activité militante par la maladie, est mort le 22 décembre, au sanatorium, en Haute-Savoie, à l'âge de 27 ans.

Membre des Jeunesses Communistes, il avait ensuite participé au mouvement oppositionnel. Il fut des nôtres lors de la fondation de la Vérité. Malgré son éloignement, il n'avait cessé de suivre et d'aider, dans la limite de ses possibilités, notre action. Après le 6 février 1934, il avait constitué un Comité de Vigilance. Récemment encore, il avait aidé à la constitution d'un Syndicat du Personnel des Hôtels et Restaurants de la région.

Il défendait dans les organes locaux nos idées.

Il nous écrivait il y a peu de jours, saluant chaudement la parution de l'hebdomadaire Révolution, se proposant de participer à la nouvelle étape de notre lutte.

La rédaction de la Vérité adresse un dernier salut à la mémoire de notre camarade trop tôt disparu, en s'inclinant devant ceux que sa mort met aujourd'hui dans l'affliction.

« L'Avant-Garde Syndicale »

Au sommaire :

La lutte contre les décrets-lois. Les luttes revendicatives. — Les « incompatibilités » et l'Unité syndicale. — La grève de Saint-Chamond. — Genève et le mouvement syndical. — Sur les chômeurs, la M.O.I. — Des informations sur la grève du Pays de Galles, sur « l'expérience belge », etc...

Dès maintenant, adressez-vous à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10^e). Abonnez-vous à

L'AVANT-GARDE SYNDICALE.

Prix de l'abonnement : 5 francs pour 12 numéros.

C. C. Postal : Paul Valfis, Paris 1494.58.

BULLETIN de la L. C. I. (B.-L.) édité par le Secrétariat International (décembre 1935).

AU SOMMAIRE :

Appel du Parti Ouvrier des Etats-Unis au sujet de la guerre italo-éthiopienne. — L. Trotsky : L'Indépendant Labour Party et la lutte pour la IV^e Internationale. — L. Trotsky : Sectarisme, centrisme et IV^e Internationale ; le Congrès du R. S. A. P., Hollande ; la Situation à Cuba ; le S. A. P., bonne à tout faire ; Notes sur le N. A. P. et M. M. D. A. S. (Norvège). — J.-P. Martin : Les Maximalistes italiens et le Bureau de Londres ; Notes sur le Brésil et l'Argentine ; Fin de l'article sur les Armées Rouges.

PRIX : 1 fr. 25

Passer les commandes à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-10^e.

A la C. E. de la Fédération de la Seine S. F. I. O.

Première réunion de la nouvelle C. E. de la Fédération de la Seine, lundi 23 décembre

Les camarades Bardin, du G.B.L., Balay, Marc Laurent, de la Commune, ont été élus titulaires pour la motion C ; Déglise, suppléant. — 14 membres pour la motion A (Ziromsky) ; 8 membres pour la motion B (Gauche Révolutionnaire).

Après la désignation du Bureau et des différentes Commissions, Balay présente une résolution condamnant la politique du P. S. vers l'union sacrée : 3 voix pour 8 abst. (Marceau Pivert s'abstient, car bien que d'accord sur le fond il condamne la forme) ; 14 contre.

Pas de discussion sur la situation dans les sections, la G. R. ayant décidé de s'incliner devant les décisions du Parti après avoir fait « le maximum contre l'exclusion des 13 B. L. ». Gravier, de la G. R., rassure Joublot et Gauthier pour la 13^e section.

Puis une mise en garde à passer dans le Populaire sur l'incompatibilité entre membres du P.S. et des G.A.R. est votée sur la demande de Desphillippon après que Marc Laurent ait essayé de montrer que les G.A.R. ne sont pas des organismes politiques (il cita par comparaison les « Amis de l'U.R.S.S. », les « Intellectuels antifascistes », la « Franc-Maçonnerie ») et que Marceau Pivert ait déclaré que la G.R. n'est ni solidaire des G.A.R. dont l'indiscipline est marquée, ni solidaire de la répression du Parti.

Et la séance est terminée.

A la réunion du C.F.M., mardi 24 décembre

Le C.F.M. comprend 5 jeunes du C.N.M. et 6 adultes (3 de la motion Ziromsky, 2 de la G.R., 1 de la motion C (le camarade Bardin).

Il s'agit du Congrès du 5 janvier. De suite tout le monde se met d'accord (sauf Bardin) pour ne plus parler des exclusions et du Congrès de Lille ; cependant leur souci constant est d'éliminer du Congrès du 5 janvier tous les camarades de l'Entente de la Seine majoritaire qui n'ont pas accepté les décisions antistatutaires du Congrès de Lille.

Bardin déclare que le Congrès du 5 janvier ne peut être considéré que comme un Congrès de la minorité de l'Entente de la Seine et qu'en conséquence les décisions qui peuvent y être prises ne sauraient être appliquées par l'Entente de la Seine qui vient d'être sa direction.

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité, moins une voix :

— A la fin de la 1^{re} séance du Congrès du 5 janvier (séance du matin), les délégués signeront une déclaration de fidélité au Parti, ce qui aura pour résultat d'éliminer les indésirables.

— Aucune délégation de l'Entente de la Seine ne sera reçue.

— Les 32 noms figurant sur la liste des élections à la C.E. de l'Entente de la Seine sont retenus. La Gauche Révolutionnaire pense que parmi ces camarades certains peuvent être « repêchés » ; aussi, pas de décision définitive à ce sujet.

— Calcul des mandats : chacun a le désir d'aboutir à une solution de conciliation ; aussi une réunion du C.F.M. aura lieu jeudi 26 pour mettre au point cette solution. Il s'agit d'assurer une majorité sûre au C.N.M.

POUR LE 18^e ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS (10^e)

L. TROTSKY

Histoire de la Révolution Russe

4 volumes à 20 fr. et 25 fr.

Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste : 1 volume, 20 francs.

En vente à la LIBRAIRIE DU TRAVAIL.